

BURINI, Federica (2022) *Cartographie participative et aménagement du territoire en Afrique subsaharienne.* L'Harmattan, 140 p. (ISBN 978-2-14-025557-1)

Atta Koffi

Volume 67, numéro 187, avril 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1112482ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1112482ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Koffi, A. (2022). Compte rendu de [BURINI, Federica (2022) *Cartographie participative et aménagement du territoire en Afrique subsaharienne.* L'Harmattan, 140 p. (ISBN 978-2-14-025557-1)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 67(187), 104–106. <https://doi.org/10.7202/1112482ar>

L'introduction et la conclusion permettent de bien camper l'ambition des directeurs de la publication: présenter la géographie actuelle au Québec et sa perspective critique. L'espace n'a jamais été aussi important dans nos vies quotidiennes et, pourtant, la géographie semble une discipline marginale. Est-ce parce que, à l'instar des Études urbaines, il s'agit d'une discipline carrefour? Ou cette discipline a-t-elle été victime de son positivisme à une époque donnée? Les auteurs veulent donc mettre en avant les caractéristiques de la géographie d'aujourd'hui, dominée par une perspective relationnelle et critique, sensible aux inégalités.

Douze chapitres bien structurés abordent chacun de grands enjeux contemporains divisés en quatre axes: la mondialisation, la mobilité, les transformations du politique et la crise environnementale. Les chapitres déploient des perspectives tantôt larges, tantôt plus locales. Celui sur le risque peut paraître conceptuellement plus faible, étant donné le nombre d'écrits qui lui ont été consacrés.

Le premier axe met en quelque sorte la table en abordant les mutations associées à la mondialisation. Dans les deux premiers chapitres, on suit d'abord l'émergence de ce phénomène sous le sceau des inégalités et de la colonisation, puis ses logiques économiques et les mutations de la géographie du travail. Un chapitre est consacré aux métropoles mondiales. On suit leur structuration du nord au sud (sans oublier Montréal), leurs dynamiques économiques résidentielles, leurs diversités et, bien sûr, leurs défis. Sans enterrer le lecteur sous une tonne de références, on fait quand même appel à des disciplines connexes.

Le deuxième axe est consacré à la mobilité, ses réseaux et les technologies, sans oublier ses contraintes spatiales, comme le rappelle la contribution opportune sur les frontières. Le chapitre sur les migrations est magistral, à la fois sur les plans théorique et documentaire; il montre bien l'ampleur du travail géographique.

L'axe suivant traite des transformations des espaces du politique. Encore une fois, les terrains abordés sont vastes et à différentes échelles, comme dans le chapitre VII qui met en question la fin de l'État. Suivent un chapitre fouillé sur les géographies autochtones et un autre sur les géographies des oppressions de la race et du genre.

Le dernier axe traite de la crise environnementale, enjeu complexe s'il en est, mais dont le traitement dans ce livre

est un peu décevant, surtout sur les notions de risque et de rapports société-nature. Le dernier chapitre, sur l'agriculture, est par contre bienvenu.

Sur le plan formel, on regrettera la piètre qualité des illustrations cartographiques, heureusement peu nombreuses. Par contre, les encadrés sont toujours pertinents; ils portent généralement sur des situations particulières. Les illustrations photographiques sont aussi intéressantes.

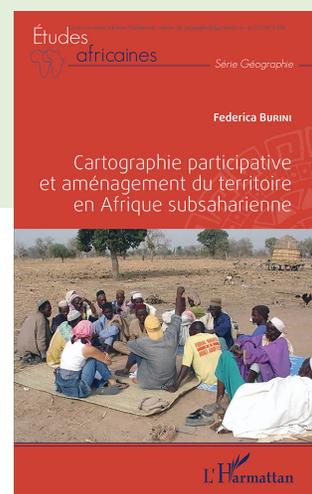
Au total: un livre général d'actualité fort utile sur les géographies humaines produites au Québec, surtout à l'Université de Montréal.

Annick Germain

Institut national de la recherche scientifique.

BURINI, Federica (2022) *Cartographie participative et aménagement du territoire en Afrique subsaharienne*. L'Harmattan, 140 p.

(ISBN 978-2-14-025557-1)



Federica BURINI est professeure de géographie à l'université de Bergame, en Italie. Elle travaille sur la relation entre les pratiques territoriales et la cartographie, sur les méthodologies participatives et les expérimentations visant à activer les processus de gouvernance environnementale et urbaine.

Son ouvrage de 136 pages, divisé en 4 chapitres, se veut une contribution au débat en cours sur la cartographie participative. Pour que la cartographie devienne un outil très utile à la gouvernance territoriale en Afrique noire, l'auteure recommande de prendre en compte deux concepts:

- la réflexivité, constitutive d'une nouvelle approche de l'interprétation et de la construction de la représentation cartographique, où le réalisateur accorde une attention particulière à son rôle et à ses actions concernant la résolution de problèmes socialement pertinents.

- la chorographie, qui rend la carte comme un système complexe centré sur la récupération de la valeur sociale et culturelle du territoire et sur la transparence avec laquelle on réalise le processus cartographique, en exploitant le potentiel des nouvelles technologies pour représenter les multiples points de vue qui vont au-delà des canons traditionnels de la cartographie topographique.

S'inscrivant dans ce contexte théorique et applicatif, centré sur les deux dimensions réflexive et chorographique, l'auteure recommande de passer de l'approche « participative » à une approche « communautaire », c'est-à-dire de passer du projet du chercheur qui initie la cartographie participative comme instrument de collecte de données fournies par les habitants, à un projet qui inclut les communautés locales en tant que promotrices du projet.

Ainsi, le premier chapitre décrit l'évolution de la cartographie produite par les communautés locales. Le suivant poursuit l'analyse de la cartographie communautaire, tout en proposant une méthodologie et des outils pour la réaliser. Le chapitre III explore ensuite l'utilisation de la cartographie participative comme outil de récupération des savoirs traditionnels des communautés locales à partir d'une étude de cas sur la Réserve de biosphère transfrontalière du fleuve Niger (RBT-W), spécifiquement sur les villages périphériques de la grande aire protégée, située entre le Burkina Faso, le Bénin et le Niger, en Afrique de l'Ouest. Le chapitre IV aborde l'apport des nouvelles technologies de l'information (GPS, Geoweb 2.0, Google Map, Google Earth, etc.) à la nouvelle approche de la cartographie participative que recommande l'auteure.

La cartographie participative et l'aménagement du territoire en Afrique subsaharienne sont deux concepts importants qui peuvent jouer un rôle significatif dans le développement durable et l'inclusion des populations locales dans la prise de décisions concernant leur environnement. En effet, sur le premier concept, on peut dire que la cartographie participative est une approche qui implique la participation active des communautés locales dans la création, la collecte et la gestion des données géospatiales concernant leur territoire. Cela peut inclure des informations sur les ressources naturelles, les frontières territoriales, les infrastructures, les services publics et d'autres éléments qui affectent la vie quotidienne. Les populations locales utilisent souvent des technologies telles que les téléphones intelligents, le GPS et les outils de cartographie en ligne

pour contribuer à la création de cartes collaboratives. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, où de nombreuses régions peuvent manquer de cartographie précise et à jour, la cartographie participative peut jouer un rôle crucial pour améliorer la connaissance des territoires, notamment dans les zones rurales ou éloignées. Cela peut aider les communautés à mieux comprendre leur environnement, à prendre des décisions informées et à renforcer leur capacité à gérer durablement leurs ressources naturelles.

En ce qui concerne le second concept, il convient de noter que l'aménagement du territoire fait référence à la planification et à la gestion de l'utilisation des terres et des ressources naturelles dans un territoire donné. En Afrique subsaharienne, l'aménagement du territoire est essentiel pour promouvoir un développement équilibré, résilient et durable. Cependant, la mise en œuvre d'un aménagement du territoire efficace peut constituer un défi en raison de divers facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation rapide, les pressions sur les ressources naturelles et les défis environnementaux. La cartographie participative apparaît donc comme un outil précieux dans le cadre de l'aménagement du territoire en Afrique subsaharienne, car elle peut aider à recueillir des informations locales pertinentes pour la prise de décisions éclairées. En impliquant les communautés locales dans le processus de planification, les autorités peuvent tenir compte des connaissances traditionnelles, des pratiques de gestion durable des ressources et des besoins spécifiques des populations locales.

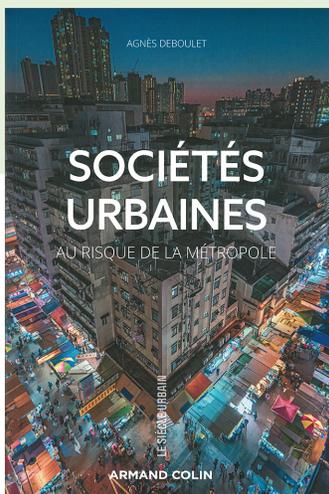
C'est une évidence que la cartographie participative et l'aménagement du territoire en Afrique subsaharienne peuvent offrir de nombreux avantages pour la gouvernance territoriale. Cependant, il convient de noter qu'ils peuvent également présenter des défis, notamment en ce qui concerne l'accès à la technologie, la formation des communautés locales, la protection des droits fonciers des populations autochtones et la coordination entre les différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux impliqués dans ces processus. En effet, on peut relever l'accès inégal à la technologie, la faible alphabétisation et des compétences techniques réduites, les biais culturels et de genre, les questions de protection des données et de confidentialité et enfin les conflits fonciers et politiques. Ainsi, bien que la cartographie participative et l'aménagement du territoire en Afrique subsaharienne offrent des opportunités importantes pour une meilleure gestion des ressources et la participation

des communautés locales, ils ne sont pas exempts de défis. Pour réussir, il est essentiel de surmonter les disparités technologiques et d’alphabétisation, de traiter les questions de protection des données et de droits fonciers, et de garantir une représentation équitable de tous les groupes de la société dans le processus décisionnel. Une approche intégrée impliquant tous les acteurs concernés peut contribuer à une mise en œuvre plus efficace et équitable de ces approches.

En conclusion, la cartographie participative peut être un puissant outil pour soutenir l’aménagement du territoire en Afrique subsaharienne, en renforçant l’engagement des communautés locales et en permettant une gestion plus durable et équitable des ressources naturelles et de l’environnement. Toutefois, pour garantir son succès, il est essentiel d’aborder les défis et de s’assurer que les initiatives soient inclusives, transparentes et respectueuses des droits des populations locales.

Atta Koffi

Université Félix Houphouët-Boigny



DEBOULET, Agnès (2022), *Sociétés urbaines. Au risque de la métropole*. Armand Colin, 272 p.

ISBN 978-2-20062-734-8

Professeure de sociologie à l’Université Paris 8, Agnès Deboulet propose aux citoyens et aux spécialistes un ouvrage dense et plein d’intérêt sur la métropolisation. Traitant de l’urbanisation métropolisante de manière générale, elle focalise néanmoins ses propos sur les enjeux

sociaux : citoyenneté, immigration, logement, quartiers populaires et vivre-ensemble. Bien qu’il ne s’agisse pas d’un manuel à proprement parler, Deboulet interpelle un grand nombre d’auteurs classiques et contemporains, notamment George Simmel, Robert E. Park, Louis Wirth, Henri Coing, Jean Rémy, Henri Lefebvre, David Harvey, Patrick Le Galès, Saskia Sassen, Richard Florida, Neil Brenner et Susan S. Fainstein. Le livre est divisé en quatre chapitres selon les titres suivants : « Ville globale, ville

internationale. La planète des métropoles », « Cohabiter à l’heure des métropoles », « Faire et défaire les quartiers populaires » et, finalement, « Action publique et action citoyenne : les inventions des sociétés urbaines ».

Tel que le laisse supposer le titre, le fil conducteur de l’ouvrage est la question du risque, l’auteure s’appuyant ainsi sur la thèse de la « société du risque » développée par Ulrich Beck. Cette thèse, qui a connu une popularité aussi tardive qu’excessive, entretient selon nous un certain flou créatif que plusieurs n’hésitent pas à exploiter, à tort ou à raison. De manière secondaire, le concept toujours à la mode de droit à la ville d’Henri Lefebvre resurgit en fin de parcours. Plus précisément, le livre s’articule autour de la notion de vulnérabilité sociale et environnementale. Toutefois, il faut bien admettre que les questions climatiques ou environnementales, bien qu’elles offrent un surcroît de substance au concept de risque, sont assez peu traitées dans le livre.

Dès le début du document, Deboulet donne la mesure du phénomène de métropolisation, qu’elle définit comme « un processus continu de concentration de populations et d’activités dans les grandes villes et d’expansion tout aussi continue de ses limites spatiales » (p. 7). La métropolisation serait caractérisée par une dynamique socioéconomique de restructuration urbaine de grande ampleur « générée par la mise en compétition des métropoles à l’échelle internationale » (p. 8). Ces changements rapides, marqués par les grands projets immobiliers ou d’infrastructures, auraient des conséquences sociales importantes, notamment à travers de douloureuses expropriations et l’élévation du prix du foncier menant à la gentrification des zones centrales. Sur le plan géographique, Deboulet réfère aux écrits de Brenner sur la dialectique « d’implosion/explosion » de l’espace métropolitain, sans suggérer elle-même un modèle précis (ce n’était pas sa prétention). L’urbanisation diffuse est également présentée comme contraire à l’urbanité, tant dans les métropoles du Nord que dans celles du Sud.

Par la suite, l’auteure s’attarde de manière approfondie aux enjeux de citoyenneté liés aux migrations internationales, aux vulnérabilités résidentielles qui touchent une large part de la population urbaine et à la gouvernance métropolitaine, qu’elle souhaite davantage démocratique et participative. Pour ce faire, de nombreux exemples ou études de cas sont mis à contribution dans différentes métropoles européennes, africaines ou asiatiques. Ces